JEAN-CALIXTE Killyan, JUNIN Lilian TD 3

Faire attention à son budget, un problème d'étudiant.e.s précaires ? L'impact de la classe sociale sur les dépenses alimentaires des étudiant.e.s.

Depuis plusieurs années, les étudiant.e.s vont être amené.e.s à développer de nouvelles stratégies alimentaires en accord avec leurs budgets afin de pouvoir s'alimenter convenablement. De plus, la classe sociale est un marqueur important des pratiques d'achats d'aliments, ainsi que des préférences de consommation des produits alimentaires.

Aujourd'hui, alors que les images d'étudiant.e.s faisant la queue à des distributions alimentaires se multiplient dans les médias, beaucoup d'étudiant.e.s se retrouvent face à la réalité de ce qui apparaît être une vie d'adulte. L'une des étapes les plus importantes de leur vie se trouve être la gestion d'un budget. En effet, dans une société où les prix augmentent de plus en plus, garder un œil sur ses dépenses s'avère ne pas être aussi facile que ce que l'on pourrait penser. Pour appuyer ce point, il est possible de se référer à un article du *Parisien étudiant* sorti en août 2023. D'après cet article, "pour l'année 2023-2024, le coût de la vie étudiante augmente de 6,47%", ce qui va représenter des difficultés et risque d'impacter les étudiant.e.s de façon considérable.

En France, en 2022, selon les données de l'INSEE, on comptait 2 935 300 étudiant.e.s dans les études supérieures, ce qui représente une partie importante de la population française. Un nombre aussi important se doit d'être étudié de façon plus précise et détaillée, notamment par rapport au phénomène de précarité, observé de plus en plus dans la vie étudiante. En effet, cette dernière "peut mener à une insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives. Elle conduit le plus souvent à la grande pauvreté quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence [...]" (Anne-Françoise Dequiré, 2007, p.96). Cependant, ce terme n'est pas applicable à tous les étudiant.e.s, dans le sens où leurs revenus sont différenciés selon leur milieu d'origine.

De plus, dès 1938, Maurice Halbwachs relevait que nos habitudes de consommation, y compris alimentaires, étaient grandement influencées par notre groupe social d'origine. Nos choix alimentaires ne relèvent pas de la rationalité ni des contraintes financières mais sont souvent très influencés par les normes sociales et valeurs inculquées par notre milieu. Ce point est prouvé par Baudelot et Establet en 1994 qui mettent en avant le fait que le budget n'a pas autant d'importance sur le budget que le système de valeurs des individus. Il est donc plutôt facile de comprendre que les revenus d'un individu ne vont pas impacter les goûts en termes de consommation. Pour illustrer, Régnier, Lhuissier et Gojard (2009) vont être amenés à expliquer qu'à revenu et montant de consommation égale, un ouvrier d'origine rurale aura une alimentation différenciée d'un ouvrier d'origine d'un milieu urbain. Cela s'explique grâce à un écart entre leurs revenus dû à la différence dans leurs capitaux culturels. De plus "un montant identique consacré à l'alimentation peut dissimuler des consommations différentes" : en effet d'abord Halbwachs avait témoigné d'une hiérarchisation des aliments, la viande étant un produit de "demi-luxe" de haute valeur social était souvent utilisé comme outil de distinction par les employés alors que les ouvriers privilégièrent les patates. (Régnier, Lhuissier, Gojard, 2009). En outre, l'idée même de "bien manger" diffère selon le milieu social, dans les milieux aisés l'alimentation est très liée à la santé et des "impératifs diététiques" et ces milieux suivent souvent les recommandations des politiques publiques et matière de santé et de ce qu'il est bon de consommer. Dorénavant s'ajoute à ces critères la question de respecter l'environnement dans ce que les classes aisées consomment dans leurs assiettes afin de limiter leur impact sur la crise écologique. Étant donné que dans les classes populaires, "bien manger" ressemble davantage à manger beaucoup et diversifier, l'alimentation est vue comme le premier produit de luxe et apparaît pour les individus de ces milieux comme une compensation aux manques des autres consommations. (Régnier, 2022).

Ici, c'est le lien entre le budget et les choix alimentaires ainsi que les inégalités et leurs raisons qui vont être au centre de l'attention. D'après Olivier Galland (2016, p.21), les inégalités sociales entre les étudiant.e.s vont reposer sur l'âge, le sexe, la nationalité, la filière d'étude, mais aussi l'origine sociale. Chacune de ces raisons va impacter, à sa façon, les différences budgétaires entre les individus. En effet, chaque personne a son « entourage social », ce qui va ainsi mettre en avant les disparités économiques entre les étudiant.e.s. Comme en témoigne l'article du *Figaro Etudiant* en septembre 2023, les étudiant.e.s vont se tourner de plus en plus vers des aides alimentaires à l'initiative d'association de solidarité. Pourtant, malgré les aides accordées soit par les associations, soit par l'État (comme la bourse ou les

APL) ou encore par les parents, certain.e.s étudiant.e.s vont peiner à faire leurs achats de nourriture. Afin de prouver ce propos, nous pouvons observer les résultats d'un sondage de l'IFOP réalisé en 2023. Face à l'inflation, il est possible de remarquer que l'alimentation devient la "première variable d'ajustement", c'est à dire que près de la moitié (46%) des étudiant.e.s ont déjà supprimé un repas, afin de favoriser l'achat de d'autres consommations (logement, habillement, produits électroniques, hygiène et protections hygiéniques). Cela va donc mettre en lumière la détresse financière des étudiant.e.s. De la même façon, et plus généralement, une conclusion s'est imposée entre les sociologues et l'INSEE : "la part de l'alimentation dans le budget des ménages a décru en forte période, au profit notamment du logement" (Ferrand et Plessz, 2015, p.6).

Ainsi, dans une société qui se voit de plus en plus impactée par l'inflation, comment les étudiant.e.s font-iels pour gérer leur budget avec les revenus dont iels disposent ? De plus, comment vont-iels organiser leurs stratégies alimentaires ? Le choix de cette problématique paraissait évident, car de nos jours, s'alimenter correctement devient un défi complexe à relever quand les ressources disponibles sont faibles. Certaines aides sont pourtant existantes et auraient la possibilité d'améliorer la qualité de vie des personnes concernées, mais les conditions d'obtention sont assez complexes à remplir.

Encadré 1 : Méthodologie

L'enquête "Faire ses comptes : les étudiant·es et leur argent" (ETUBUD) a été réalisée en 2023 par des enseignant·es et des étudiant·es des universités Brest, Caen, ENS Saclay, Le Havre, Paris 10 Nanterre, Nantes, Paris 8 Vincennes - Saint-Denis, Saint-Etienne, Tours et Versailles-Saint-Quentin L'enquête POF s'intéresse aux étudiant.e.s et leur relation à l'argent. Nous avons fait un échantillon aléatoire par grappe Notre sujet autour de l'alimentation se concentre autour des stratégies alimentaire mise en place par les individus pour subvenir à leurs besoins notamment dans un contexte de gestion économique/budgétaire, et n'interroge pas la perception que les individus ont de leur alimentation (si iels ont le sentiment de trop peu manger par exemple). Pour notre sujet, nous avons décidé de regrouper certaines variables de CSP : les classes populaires, les ménages à dominantes inactive, ouvrière et un employé et ouvrier ont été regroupé dans les classes populaires, les ménages de classes supérieures et intermédiaires ont été séparés. De la même façon, la suppression des non réponses est dû au manque de pertinence, et un faible nombre de répondants

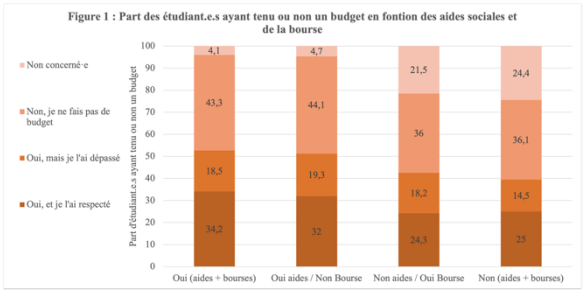
L'attention portée à la dépense en fonction des aides obtenues et de la classe sociale.

Établir un budget peut être une épreuve difficile pour les étudiant.e.s, comment s'y prennent t-iels, y a-t-il un moyen d'expliquer pourquoi ces budgets sont faits et tenus ?

Un grand nombre d'étudiant.e.s bénéficiant des aides sociales se sont fixé un budget qu'elles ont respecté (FIGURE 1). Nous pouvons nous dire que cela est probablement dû aux montants de ces aides, limitées, et surtout que les étudiant.e.s ne peuvent obtenir uniquement selon certaines conditions. D'un autre côté, nous pouvons remarquer que 24,4% des étudiant.e.s ayant déclaré ne pas être bénéficiaire d'aides sociales ainsi que de la bourse ne sont pas concerné.e.s par la tenue d'un budget. L'une des explications possibles serait que ces personnes vivent chez leurs parents, ou font partie des classes supérieures, ce qui aurait un impact sur le fait de faire un budget alimentaire et de s'y tenir.

Encadré 2 : pourquoi garder les réponses "non concerné.e" ?

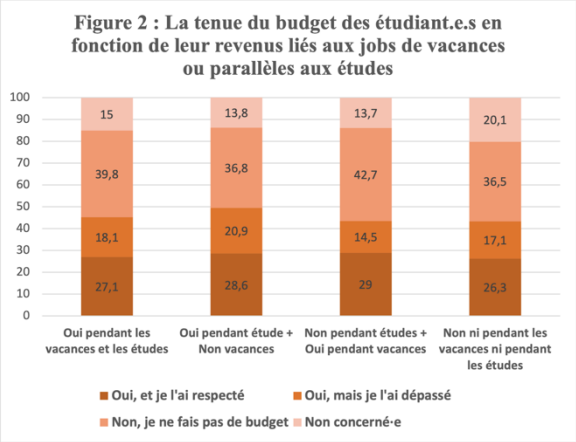
Le fait d'avoir conservé les réponses "non concerné.e" dans les Figurés 1 et 2 est un choix de notre part. En effet, il est possible que les étudiant.e.s ayant répondu cela ne vont pas faire leurs courses eux.elles même, vivant probablement chez leurs parents ou tuteurs et étant aidé.e.s d'une façon ou d'une autre afin de pouvoir subvenir à leurs besoins.



Source : Enquête "Faire ses comptes : les étudiant·es et leur argent" (ETUBUD), Collectif POF, 2023. Champ : L'ensemble des répondants, sauf les non réponses (n=11719) Var. Pond. : Ponderation par univ Khi² : < 0.001 *** V de Cramér :0.140 Lecture : 43,3% des étudiant.e.s bénéficiant des bourses et des aides déclarent ne pas faire de budget.

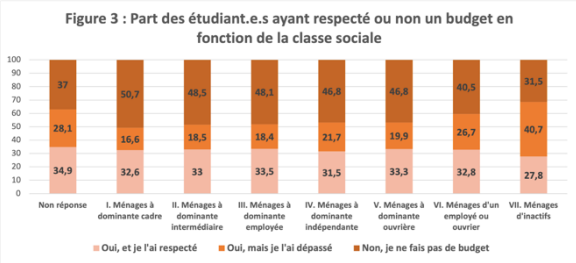
36,5% des étudiant.e.s n'ayant pas de rémunérations dues à un emploi exercé en parallèle des études ou pendant les vacances ne font pas de budget.

(FIGURE 2). Les personnes concernées par ce résultat sont probablement issues des classes supérieures, et peuvent subvenir à leurs besoins sans avoir à exercer un emploi durant leur temps libre. De la même façon, 39,8% des étudiant.e.s étant rémunéré.e.s à l'aide d'un emploi exercé durant les vacances ou en parallèle de leurs études ne feront pas de budget, probablement car iels possèdent assez d'argent pour pouvoir faire des courses sans forcément regarder les prix des produits. Au contraire, dans cette même catégorie de répondants, 27,1% vont déclarer avoir fait un budget et l'avoir respecté, pour des raisons qui peuvent paraître économiques.



Source : Enquête "Faire ses comptes : les étudiant·es et leur argent" (ETUBUD), Collectif POF, 2023. Champ : L'ensemble des répondants, sauf les personnes n'ayant pas répondu. (n=11720) Var. Pond. : Pondération par univ Khi² : < 0.001 *** V de Cramér :0.059 Lecture : 39,8% des étudiant.e.s ayant un job de vacances ou parallèles aux études déclarent ne pas faire de budget

Il est possible de noter qu'un peu plus de la moitié des étudiant.e.s issu.e.s de ménages à dominante cadre ne font pas de budget afin de faire leurs courses (FIGURE 3). Il est facile d'imaginer qu'iels n'en ont pas besoin, tout simplement car iels disposent de suffisamment de revenus. Au contraire, dans les ménages d'inactifs, 40,7% des répondants ont déclaré avoir prévu un budget et l'avoir dépassé. L'une des explications les plus logiques est celle du peu de revenus disponibles afin de faire les courses

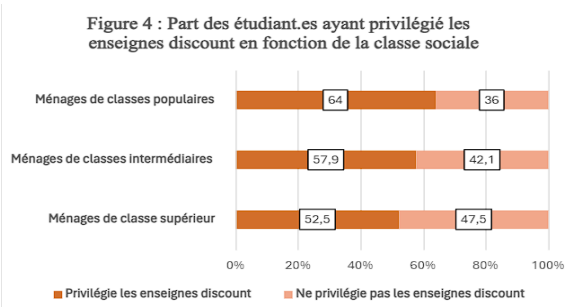


Source : Enquête "Faire ses comptes : les étudiant·es et leur argent" (ETUBUD), Collectif POF, 2023. Champ : L'ensemble des répondants sauf les personnes ayant répondu "non concerné.e" ainsi que les non réponses à [budgetdepalim] (n=9751) Var. Pond. : Pondération par univ Khi² : < 0.001 *** V de Cramér :0.082 Lecture : 50,7% des étudiant.e.s issu.e.s d'un ménage à dominante cadre ne font pas de budget.

Les différents moyens de s'alimenter selon "les revenus et la classe sociale"

Les achats alimentaires peuvent se faire grâce à plusieurs moyens, comme le fait de privilégier les promotions dans les magasins. Quelles sont ces façons de pouvoir s'alimenter dans le quotidien des étudiant.e.s ? Comment expliquer les importantes différences entre les façons de s'alimenter chez les étudiant.e.s ?

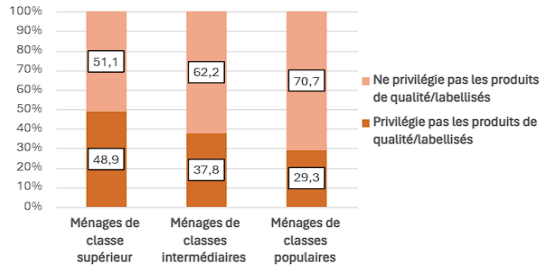
Les achats alimentaires varient selon la classe. Les classes populaires, identifiées grâce à la PCS des parents, vont avoir tendance à plus consommer des produits plus accessibles que les catégories supérieures, notamment à travers l'achat dans les enseignes discount.



Source : Enquête "Faire ses comptes : les étudiant·es et leur argent" (ETUBUD), Collectif POF, 2023. Champ : ensemble des répondants sans les non réponses (n=9686) Var. Pond. : Pondération par univ Khi² : < 0.001 *** V de Cramér :0.091 Lecture : 64% des étudiant.e.s issu.e.s de ménages de classes populaires déclarent privilégier les enseignes discount.

Privilégier les enseignes discount est quelque chose qui se retrouve en majorité dans les classes populaires. En effet, chez les étudiant.e.s des ménages populaires, nous pouvons retrouver 64% d'entre eux.elles qui ont déclaré faire leurs achats dans ces types d'enseignes, ainsi que 52,4% des étudiant.e.s issu.e.s de ménages de classe supérieure (FIGURE 4). L'explication, appuyée par Faustine Régnier (2022) est simple : les magasins discount proposent leurs produits à un prix compétitif, ce qui va pousser les étudiant.e.s aux revenus les plus modestes à s'en rapprocher, et cela va permettre d'avoir des produits alimentaires en quantité importante. Malgré cela, la prise en compte du respect de l'environnement dans leur alimentation et l'apport nutritionnel sain n'est pas une priorité pour ces derniers.

Figure 5 : Répartition des consommations alimentaires de produits de qualité/labellisés selon le ménage de leurs parents



Source : Enquête "Faire ses comptes : les étudiant·es et leur argent" (ETUBUD), Collectif POF, 2023. Champ : ensemble des répondants sans les non réponses (n=9576) Var. Pond. : Pondération par univ. Khi² : < 0.001 *** V de Cramér :0.150. Lecture : 51,1% des étudiant.e.s issu.e.s de classe supérieure déclarent ne pas privilégier les produits de qualité/labellisés.

Les produits de qualité/labellisés sont synonymes de produits plus sains et respectueux de l'environnement, mais sont aussi synonyme de coûts supérieurs à la moyenne ne permettant pas donc aux ménages à faibles revenus de s'en procurer en grande quantité. Chez les étudiant.e.s issu.e.s de ménages de classes populaires, ces produits sont donc plus souvent délaissé que chez les étudiant.e.s de ménages de classe supérieure (FIGURE 5). Les étudiant.e.s issu.e.s de classe supérieure, comme le démontre Faustine Régnier (2022) favorisent et peuvent se procurer ainsi que consommer ces produits afin de répondre à leur priorité d'atteindre leur "impératifs diététiques".En observant le khi2, il est possible de se fier aux résultats. En effet, il y a moins de 0,1% de chance que ce résultat ne soit pas applicable à la population générale si les deux variables étaient indépendantes.

Conclusion

Afin de conclure, nous pouvons affirmer que la majorité des étudiant.e.s ayant répondu dans le cadre de l'enquête et possédant au moins un type d'aide ont prévu un budget pour leurs courses, ce qui montre une bonne gestion. De plus, il est possible de remarquer que les ménages de classes supérieures ne seront pas concernés par la tenue du budget, probablement dû à leur origine sociale. En effet cette dernière est déterminante dans la manière de choisir ses produits alimentaires chez les étudiant.e.s : les étudiant.e.s de classes populaires se dirigeront plus souvent vers les produits économiquement accessible comme les produits présents dans les enseignes discount, alors que les étudiant.e.s issu.e.s de classe supérieure vont plus souvent consommer des produits labellisée et de qualité.

Encadré N°3 : Définitions

Stratégie alimentaire : la stratégie alimentaire est pour un individu sa manière d'assurer son alimentation en nombre et en qualité selon son origine et environnement social, ses besoins physiques et capacité économique.

Budget : Il s'agit d'un "acte de prévision, voire de planification financière". (Nicolas Guillet, 2017, p.47). Cela implique la répartition par un individu de ses capacités économiques dans des produits destinés à la consommation.

Précarité : La précarité relève d'une insécurité financière, pouvant amener à une situation de pauvreté.

Bibliographie

Giret J.-F., Van de Velde C., Verley E., 2016, *Les vies étudiantes. Tendances et inégalités*, La documentation française (Études & recherche), 312 p.

Régnier, Faustine, Anne Lhuissier, et Séverine Gojard. « III. La structure sociale des consommations », Faustine Régnier éd., *Sociologie de l'alimentation.* La Découverte, 2009, pp. 45-62.

Régnier, Faustine. « L'art de bien manger : une question sociale ? », *Servir*, vol. 517, no. 7, 2022, pp. 37-39.

Ferrant, Coline, Plessz, Marie. *Structure des budgets alimentaires dans l'enquête Budget de famille 2011*. Aliss Working Paper, 2015, 2015-02 (Décembre 2015), 18 p. hal-02630270.

Dequiré, Anne-Françoise. « Le monde des étudiants : entre précarité et souffrance », *Pensée plurielle*, vol. 14, no. 1, 2007, pp. 95-110.

INSEE. Effectif d'élèves et d'étudiants. Données annuelles de 1980 à 2022. Paru le 16 Octobre 2023.

Le Parisien Étudiant. « Coût de la rentrée 2023 : Unef, Fage, Fnesi… toutes les assos s'alarment » *leparisien.fr*, 18 août 2023.

Guillet, Nicolas. « Budget », Nicolas Kada éd., *Dictionnaire d'administration publique.* Presses universitaires de Grenoble, 2014, pp. 47-48.

IFOP. « Inflation et précarité, quelle réalité pour les étudiants en France ? - IFOP » . *IFOP*, 12 septembre 2023.

Le Figaro Etudiant. « Jeunes et précaires, les étudiants sont toujours plus nombreux à recourir à une aide alimentaire ». *lefigaro.fr,* 9 septembre 2023.